

Instruction complémentaire
Relative à la Norme canadienne 45-102 sur *la revente de titres*

- 1.1 Champ d'application
- 1.2 Objet
- 1.3 Territoire sans restriction
- 1.4 Exemple d'application de l'article 2.5
- 1.5 Statut d'émetteur assujetti
- 1.6 Mention de la restriction sur la revente
- 1.7 Suppression de la mention de restriction sur la revente
- 1.8 Détermination des périodes de restriction et d'acclimatation
- 1.9 Effort inhabituel
- 1.10 Titres sous-jacents
- 1.11 Assujettissement par dépôt de prospectus après la date du placement
- 1.12 Réalisation de titres grevés d'une sûreté
- 1.13 Offres publiques d'échange ou de rachat
- 1.14 Dispenses à l'égard de certaines opérations visées dans le territoire intéressé
- 1.15 Revente de titres d'un émetteur non assujetti
- 1.16 Dépôt de l'avis établi conformément à l'Annexe 45-102A1
- 1.17 Application de l'article 2.10

Instruction complémentaire
Relative à la Norme canadienne 45-102 sur *La revente de titres*

1.1 Champ d'application

- 1) La Norme canadienne 45-102 sur la *revente de titres* (la « règle ») est en vigueur dans tous les territoires du Canada.
- 2) À l'exception des articles 2.1, 2.8 et 2.9, la partie 2 de la règle ne s'applique pas au Manitoba.

1.2 Objet

- 1) La règle prévoit que la première opération visée sur des titres placés sous le régime de certaines dispenses de prospectus constitue un placement, à moins que certaines conditions restreignant la revente des titres ne soient remplies. Ainsi, si le placement initial a été fait en vertu de l'une des dispositions indiquées à l'Annexe D de la règle ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières qui assujettissent la première opération visée à l'article 2.5 de la règle, l'émetteur doit être émetteur assujetti et l'avoir été durant une période d'acclimatation de quatre mois, et une période de restriction de quatre mois doit s'être écoulée depuis le placement. En outre, si ce placement a été fait en vertu de l'une des dispositions indiquées à l'Annexe E de la règle ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières qui assujettissent la première opération visée à l'article 2.6 de la règle, l'émetteur doit être émetteur assujetti et l'avoir été durant une période d'acclimatation de quatre mois. La règle prévoit aussi une dispense pour le placement d'un bloc de contrôle, et pour la vente de titres grevés d'une sûreté par les créanciers titulaires de la sûreté lorsqu'elle constitue un placement en vertu de la législation en valeurs mobilières.
- 2) Les annexes D et E de la règle énumèrent les dispenses harmonisées prévues par la Norme canadienne 45-106 sur les *dispenses de prospectus* (la « Norme canadienne 45-106 ») et les dispenses d'application locale assujetties à la restriction sur la revente prévue à l'article 2.5 ou 2.6 de la règle. L'annexe F indique les dispenses harmonisées visant les placeurs en vertu de la Norme canadienne 45-106. Chacune de ces annexes énonce des dispositions transitoires s'appliquant aux titres souscrits ou acquis sous le régime d'une dispense figurant dans les annexes D, E et F de la norme multilatérale 45-102 au 30 mars 2004. Dans le cas des dispenses locales ayant toujours effet, il faut vérifier si la règle locale assujettit les titres souscrits ou acquis à l'article 2.5 ou 2.6 de la règle et se reporter aux annexes D et E de la règle. Pour connaître les dispenses locales de prospectus et d'inscription en vigueur dans chaque territoire du Canada, on se reportera également à l'Avis 45-304 du personnel des ACVM, mis à jour périodiquement.
- 3) La règle ne vise d'aucune manière à limiter la capacité du souscripteur ou de l'acquéreur de revendre des titres au moyen d'un prospectus ou sous le régime d'une dispense de prospectus au cours de la période de restriction ou d'acclimatation. C'est notamment le cas de la dispense supplémentaire prévue à l'article 2.14. Par exemple, la personne qui a obtenu une dispense discrétionnaire assujettissant le titre visé à la restriction à la

revente prévue à l'article 2.5, 2.6 ou 2.8 peut se prévaloir de l'article 2.14 pour revendre le titre.

1.3 Territoire sans restriction

Les articles 2.5 et 2.6 de la règle ne s'appliquent pas au Manitoba, car la première opération visée sur des titres placés sous le régime d'une dispense de prospectus n'y fait l'objet d'aucune restriction, sauf s'il s'agit du placement d'un bloc de contrôle.

1.4 Exemple d'application de l'article 2.5

L'émetteur qui effectue un placement en [Colombie-Britannique] doit déposer un prospectus ou se prévaloir d'une dispense de prospectus prévue par la *Loi sur les valeurs mobilières* de la province. S'il se prévaut d'une dispense de prospectus prévue en [Colombie-Britannique] et indiquée à l'annexe D de la règle, l'article 2.3 s'applique et la première opération visée sur les titres est assujettie à l'article 2.5. Celui-ci porte que la première opération visée constitue un placement, sauf, entre autres, si une période de restriction de quatre mois s'est écoulée. Si le souscripteur des titres en [Colombie-Britannique] veut les revendre en [Ontario], il doit y déposer un prospectus ou en être dispensé, à moins que les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.5 de la règle ne soient remplies.

Malgré l'exemple donné ci-dessus, si un émetteur dépose un prospectus dans une administration membre de l'ARMC, le prospectus est réputé avoir été déposé dans l'ensemble des administrations membres de l'ARMC. En outre, les dispenses de prospectus sont les mêmes dans l'ensemble des administrations membres de l'ARMC, à l'exception de certaines dispenses locales découlant de la législation provinciale qui sont prévues dans le Règlement de l'ARMC 45-501 *Dispenses de prospectus et d'inscription*, qui ne s'appliquent que dans la province ou le territoire qui les adopte. Bien que les dispenses de prospectus (sauf les dispenses locales susmentionnées) soient les mêmes dans l'ensemble des administrations membres de l'ARMC, la personne qui vend des titres qui font l'objet de restrictions à la revente dans une administration membre de l'ARMC à un acquéreur dans une autre administration membre de l'ARMC continuera de se prévaloir de la dispense de prospectus dans les deux administrations membres de l'ARMC.

1.5 Statut d'émetteur assujetti

L'émetteur qui est assujetti dans tout territoire satisfait à l'obligation prévue aux paragraphes 2 de l'article 2.5, 3 de l'article 2.6 et 2 de l'article 2.8 de la règle. L'article 1.11 fournit des indications concernant l'émetteur qui devient émetteur assujetti en déposant un prospectus après la date du placement.

1.6 Mention de la restriction sur la revente

- 1) Les alinéas 3 et 3.1 du paragraphe 2 de l'article 2.5 de la règle prévoient l'obligation d'inclure une mention de restriction sur la revente si les titres sont placés en vertu de l'une des dispositions indiquées dans l'annexe D de la règle ou sous le régime d'une autre dispense de prospectus dans un territoire où s'applique la restriction prévue par le

paragraphe 2 de cet article. Cette obligation s'applique aux titres cédés pendant la période de restriction, que ce soit aux cessionnaires initiaux ou à des cessionnaires subséquents. Toutefois, étant donné la définition de « date du placement », dans la plupart des cas de revente, la période de restriction applicable aux acquéreurs subséquents expire quatre mois et un jour après la date du placement.

- 2) Lorsque le titre est saisi dans un système d'inscription directe ou un autre système électronique d'inscription en compte ou que le certificat représentant le titre n'est pas délivré directement au souscripteur ou à l'acquéreur, l'émetteur doit donner à ce dernier un avis écrit contenant la mention de la restriction sur la revente. Nous considérons qu'il est possible de remplir cette obligation en incluant la mention prescrite dans la convention de souscription ou l'attestation de propriété délivrée directement au souscripteur ou à l'acquéreur au moyen d'un système d'inscription directe ou d'un autre système électronique d'inscription en compte.
- 3) Outre l'avis écrit prévu à l'alinéa 3.1 du paragraphe 2 de l'article 2.5 de la règle, l'émetteur peut mettre en œuvre d'autres moyens pour aider les souscripteurs ou acquéreurs de titres faisant l'objet d'une restriction à respecter les conditions énoncées à l'alinéa 2 de ce paragraphe. Il peut notamment demander que le système d'inscription directe ou le système électronique d'inscription en compte dans lequel le titre est saisi applique toute procédure disponible permettant de signaler la restriction, comme l'attribution d'un numéro CUSIP ou ISIN distinct au titre pendant la période de restriction. D'autres procédures peuvent être utilisées selon les capacités du système en question.
- 4) L'émetteur peut ajouter d'autres mentions que celle prévue à l'alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 2.5 de la règle, mais, si elles figurent sur le certificat ou l'avis écrit, elles ne peuvent modifier le sens de la mention prescrite. On se reportera également à l'article 1.10 pour obtenir d'autres indications sur les mentions devant figurer sur le certificat représentant les titres convertibles ou sous-jacents, ou sur l'attestation de propriété de ces titres.
- 5) Aux alinéas 3 et 3.1 du paragraphe 2 de l'article 2.5 de la règle, le souscripteur ou l'acquéreur s'entend de la personne qui prend la décision d'acquérir un titre comme décision d'investissement. Cette personne est le propriétaire véritable du titre dans la plupart des cas, mais pas tous. Dans le cas d'un compte géré sous mandat discrétionnaire, il se peut que le gestionnaire prenne la décision d'investissement. Dans le cas d'une fiducie, il peut s'agir du fiduciaire. D'autres exemples dans lesquels la personne prenant la décision n'est pas le propriétaire véritable peuvent se rencontrer.

1.7 Suppression de la mention de restriction sur la revente

La règle n'interdit pas à l'émetteur ou à son agent des transferts de supprimer la mention de restriction après que les obligations prévues à l'alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 2.5 de la règle ont été remplies. Il serait permis aux parties à un transfert de titres d'effectuer le transfert même si la mention figurant sur le certificat était périmée. Le cédant devrait toutefois vérifier si, aux termes des règles de la bourse, la suppression de la mention est nécessaire pour qu'il y ait « bonne livraison ».

1.8 Détermination des périodes de restriction et d'acclimatation

La période de restriction fixée par l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 2.5 de la règle débute à la date du placement, soit celle à laquelle l'émetteur ou la personne participant au contrôle a placé les titres sous le régime d'une dispense de prospectus. Par exemple, si l'émetteur ou la personne participant au contrôle place des titres auprès d'un souscripteur ou d'un acquéreur en Saskatchewan sous le régime d'une dispense pour placement privé et que ce dernier les revend à un acquéreur en Alberta sous le régime d'une autre dispense pour placement privé au cours de la période de restriction, l'acquéreur albertain déterminera si la période de restriction est échue en comptant le délai écoulé depuis la date du placement initial auprès du souscripteur ou de l'acquéreur de la Saskatchewan.

1.9 Effort inhabituel

Pour en savoir davantage sur la notion d'effort inhabituel prévue aux paragraphes 2 de l'article 2.5, 3 de l'article 2.6 et 2 de l'article 2.8 de la règle (« aucun effort inhabituel n'est fait en vue de préparer le marché ou de stimuler la demande pour le titre visé »), on se reportera à la jurisprudence, notamment à la décision rendue par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario le 24 avril 1985 dans l'affaire Daon Development Corporation et Daon Corporation, ainsi qu'à la définition du terme « unusual effort » à la partie 4 des *Alberta Securities Commission Rules*.

1.10 Titres sous-jacents

La période de restriction ou d'acclimatation applicable aux opérations visées sur un titre sous-jacent débute à la date du placement du titre convertible, du titre échangeable ou du titre convertible à répétition. Lorsque cette période a expiré avant la conversion ou l'échange, l'émetteur, conformément au paragraphe 3 de l'article 2.5, n'est pas tenu d'apposer la mention de restriction à la revente sur l'avis écrit.

1.11 Assujettissement par dépôt de prospectus après la date du placement

Conformément à l'article 2.7 de la règle, la période d'acclimatation de quatre mois prévue aux articles 2.5, 2.6 et 2.8 de la règle ne s'applique pas à l'émetteur qui, n'étant pas émetteur assujetti à la date du placement, le devient par la suite en déposant et en faisant viser un prospectus dans un territoire indiqué à l'annexe B. Les titres émis avant le dépôt du prospectus peuvent alors être revendus, pour autant que la période de restriction fixée par l'article 2.5 ou 2.8 de la règle soit échue.

Par exemple, si, le 28 septembre 2009, un émetteur qui n'est émetteur assujetti dans aucun territoire émet des titres visés à l'article 2.5 par voie de placement privé, puis le prospectus de son premier appel public à l'épargne est visé le 28 octobre 2009, les souscripteurs peuvent revendre les titres ayant fait l'objet du placement privé quatre mois et un jour après la date du placement, soit le 29 janvier 2010, pour autant que les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.5 soient remplies.

1.12 Réalisation de titres grevés d'une sûreté

La dispense de prospectus prévue à l'article 2.8 de la règle est ouverte dans le cas de la réalisation, par vente ou par saisie, de titres grevés d'une sûreté. Ainsi, le créancier titulaire de la sûreté peut se prévaloir de cette dispense afin d'exercer son droit de revendre immédiatement les titres grevés d'une sûreté ou de les faire saisir et de les inscrire dans ses propres comptes pour revente ultérieure.

1.13 Offres publiques d'échange ou de rachat

Selon l'article 2.11 de la règle, la période d'acclimatation ne s'applique pas aux opérations visées sur des titres émis dans le cadre d'une offre publique d'échange ou de rachat, pour autant que l'initiateur ait déposé une note d'information en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé. Une note d'information peut être déposée dans le cas d'une offre formelle ou d'une offre effectuée sous le régime d'une dispense. La dispense d'application de la période d'acclimatation repose sur le principe selon lequel l'initiateur ou l'émetteur dont les titres sont offerts en échange des titres de l'émetteur visé doit présenter dans la note d'information relative à une offre formelle l'information qui figurerait dans un prospectus. Cette dispense s'applique à l'égard d'une offre effectuée sous le régime d'une dispense si la note d'information satisfait aux exigences de forme et de contenu de l'information à fournir dans une note d'information relative à une offre formelle d'échange ou de rachat, selon le cas, en vertu de la législation en valeurs mobilières.

1.14 Dispenses à l'égard de certaines opérations visées dans le territoire intéressé

La dispense prévue à l'article 2.10 de la règle n'est ouverte que si l'émetteur du titre sous-jacent était émetteur assujéti dans le territoire intéressé au moment de l'opération visée. Les dispenses prévues aux articles 2.11 et 2.12 ne sont ouvertes que si l'initiateur était émetteur assujéti dans le territoire intéressé à la date de la première prise de livraison des titres de l'émetteur visé dans le cadre de l'offre publique d'échange ou de rachat et également, dans le cas de la dispense prévue à l'article 2.12, que si l'émetteur du titre sous-jacent était émetteur assujéti dans le territoire intéressé au moment de l'opération visée. Sauf dans les administrations membres de l'ARMC, ni l'émetteur ni l'initiateur ne peuvent remplir ces conditions en invoquant, respectivement, un prospectus ou une note d'information relative à une offre publique d'échange ou de rachat déposés dans un autre territoire.

Dans les administrations membres de l'ARMC, les émetteurs remplissent ces conditions dans chaque administration membre de l'ARMC lorsqu'ils déposent un prospectus ou une note d'information relative à une offre publique d'échange ou de rachat dans une des administrations membres de l'ARMC, car ce dossier constitue alors un dossier déposé dans chacune des autres administrations membres de l'ARMC.

Par ailleurs, un émetteur assujéti dans une administration membre de l'ARMC est un émetteur assujéti dans chacune des autres administrations membres de l'ARMC.

1.15 Revente de titres d'un émetteur non assujetti

- 1) Pour l'application de l'article 2.14 de la règle, afin de déterminer le pourcentage de titres en circulation de la catégorie ou série qui sont la propriété directe ou indirecte de résidents du Canada et le nombre de propriétaires directs et indirects qui sont résidents du Canada, l'émetteur doit :
 - a) faire des efforts raisonnables pour déterminer les titres inscrits au nom de tout courtier, banque, société de fiducie ou prête-nom dans les comptes de clients qui sont résidents du Canada;
 - b) dénombrer les titres qui sont la propriété véritable de résidents du Canada selon les déclarations de propriété véritable;
 - c) supposer que le client réside dans le territoire ou le territoire étranger où le prête-nom a son établissement principal si, après une enquête diligente, il n'arrive pas à obtenir les renseignements concernant le territoire ou le territoire étranger où réside le client.
- 2) La liste des propriétaires véritables des titres tenue par les intermédiaires conformément à la *Rule 14a-13* de la SEC prise en vertu de la Loi de 1934 ou de *lois sur les valeurs mobilières* analogues ou conformément à la Norme canadienne 54-101 sur la *communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* peut servir à déterminer le pourcentage prévu au paragraphe 1.
- 3) Pour bénéficier de la dispense prévue à l'article 2.14 de la règle, il n'y a pas d'obligation d'apposer de mention sur les titres.

1.16 Dépôt de l'avis établi conformément à l'Annexe 45-102A1

Selon l'article 2.8 de la règle, l'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement d'un bloc de contrôle lorsque les conditions prévues à cet article sont remplies. En vertu du paragraphe 3 de cet article, le porteur vendeur est tenu de déposer un avis d'intention de revendre ses titres, signé et établi conformément à l'Annexe 45-102A1. En vertu du paragraphe 4 de cet article, l'avis expire à la première des dates suivantes : la date à laquelle le porteur vendeur dépose la dernière déclaration d'initié portant sur la vente de tous les titres mentionnés dans l'avis, et le 30^e jour après le dépôt de l'avis. Le porteur vendeur qui souhaite poursuivre la revente de titres d'un bloc de contrôle doit déposer, conformément au paragraphe 3 de l'article 2.8, [au moyen de SEDAR] un nouvel avis [dans le profil de l'émetteur sous « Information continue – Revente de titres (Norme canadienne 45-102) – Annexe 45-102A1», dans le territoire de l'autorité principale de l'émetteur au sens de l'Instruction complémentaire 11-202 relative à l'Examen du prospectus dans plusieurs territoires.] Pour de plus amples renseignements sur le dépôt électronique de documents, se reporter à la *Norme canadienne 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* et au Manuel du déposant SEDAR à jour (y compris les mises à jour de codes). [Cette disposition sera examinée lorsque sera établi le système de liaison entre les administrations membres de l'ARMC et les autres territoires.]

1.17 Application de l'article 2.10

L'article 2.10 de la règle s'applique lorsque des titres placés au moyen d'un prospectus permettent d'acquérir, par conversion ou échange, des titres d'un émetteur assujéti qui n'est pas l'émetteur des titres convertibles ou échangeables. Il s'agit notamment des titres convertis ou échangés sous le régime de la dispense de prospectus prévue à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 2.42 de la Norme canadienne 45-106. Ces titres feraient l'objet d'une période d'acclimatation parce que les placements effectués en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.42 de la Norme canadienne 45-106 dans les circonstances prévues au sous paragraphe *b* de ce paragraphe sont prévus à l'Annexe E de la règle. L'article 2.10 supprime la période d'acclimatation pour les titres sous-jacents pourvu que les conditions qui y sont prévues soient remplies.

~~Modifiée et révisée le 28 septembre 2009, sauf en Ontario.~~

~~En Ontario, la présente Instruction complémentaire entre en vigueur à la plus éloignée des dates suivantes :~~

~~le 28 septembre 2009;~~

~~le jour de l'entrée en vigueur par proclamation des articles 5 et 11 du paragraphe 1 de l'article 12, et de l'article 13 de l'Annexe 26 de la *Loi de 2009 sur les Mesures budgétaires*.~~